

Selon vous, quelles solutions le Gouvernement mettra-t-il de l'avant pour contrer la domination économique exercée par les pays étrangers?

Sharp: Il va sans dire que nous étudions cette question depuis fort longtemps et que nous l'avons abordée sous différents angles; le Gouvernement a adopté une ligne de conduite -- il ne s'agit donc plus de savoir quelle politique nous allons suivre. Nous avons choisi certains secteurs d'activité où les Canadiens doivent dominer. Par exemple, nous n'admettons pas que des étrangers soient propriétaires de journaux, de postes de radio ou de télévision ni de banques, et le reste. Ce sont là des secteurs clés. Maintenant, nous considérons la question sous un angle plus général et nous nous attachons au secteur industriel, ce qui est extrêmement difficile parce que des arguments jouent des deux côtés. Indéniablement, la propriété étrangère a considérablement renforcé l'indépendance du Canada parce que c'est à elle que le Canada doit sa technologie et son industrie, sans lesquelles il serait bien faible. Par conséquent, il s'agit d'un problème dont les dimensions sont multiples; les personnes qui se penchent sur cette question depuis plusieurs années l'ont bien reconnu. Nous avons entrepris une série d'études, et je crois que d'ici peu, nous ferons connaître notre politique. Ce sera, je crois, une autre étape de notre travail à l'égard de ce problème, mais il n'existe pas de réponse définitive.

Cette étape pourrait-elle être la sélection des investisseurs étrangers, assortie de l'exigence selon laquelle une proportion donnée des investissements devrait appartenir à des Canadiens?

Sharp: Je crois que ce sont là des solutions simplistes. Je ne crois pas qu'il existe seulement une réponse. Par exemple, je ne suis pas d'accord pour que toute l'industrie canadienne appartienne majoritairement à des intérêts canadiens. Je crois que ce serait là un procédé voué à l'échec. Non, le choix doit être beaucoup plus complexe, il doit être... Je crois que nous devons aborder le problème avec beaucoup de précaution si nous voulons continuer à avoir accès à la technologie étrangère, non pas particulièrement aux capitaux étrangers. Ce dernier facteur n'est pas aussi important que la compétence, la technologie et le sens de l'initiative dans les domaines où nous ne sommes pas encore passés maîtres et ne possédons pas l'expérience nécessaire. C'est pourquoi nous devons exercer un choix complexe et c'est pourquoi notre action n'est pas dirigée contre qui que ce soit. Notre principale difficulté en ce domaine, je dois le souligner, est d'ordre intérieur. Ce n'est pas un problème de politique étrangère. C'est un problème de politique intérieure. Comment pouvons-nous exercer un plus grand contrôle sur l'activité économique du Canada sans nous départir de l'avantage d'une ouverture sur le monde? Parce que nous sommes, comme vous